

COMMUNE DE SAINT-LOUIS
 ARRETE N° 452/PA/DAJ/MJC/2021
 LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,
 Vu le Code Pénal et notamment son article R610-5,
 Vu le Code de la route,
 Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
 Vu l'article L 511 – 1 du code de la sécurité intérieure,
 Vu la demande de l'Entreprise SCOPELEC du quinze avril deux mille vingt et un,
 Vu l'avis de la DEER/Subdivision Routière Sud du douze mai deux mille vingt et un,
 Vu l'avis N° 231/2021 du dix-huit mai deux mille vingt et un de la police municipale,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux (de nuit) d'ouverture de chambre sur chaussée pour la réparation de câbles sur le réseau Télécom, il y a lieu de règlementer la circulation et le stationnement,

ARRETE

Art. 1. - La circulation se fait sur demi chaussée par alternat manuel ou avec feux tricolores sur la N1C - Avenue du Docteur Raymond Vergès, au droit du rond point face à la mairie au PR 76+300.

Art. 2. - Le stationnement et le dépassement sont interdits au droit du chantier.

Art. 3. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du mercredi douze mai deux mille vingt et un au lundi trente et un mai deux mille vingt et un entre vingt heures et cinq heures.

Art. 4. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise SCOPELEC.

Art. 5. - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise SCOPELEC après les travaux.

Art. 6. - Le présent arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site Internet de la commune de Saint-Louis.

Art. 7. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 8. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

Art. 9. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'Entreprise SCOPELEC.

Fait à Saint-Louis, le 27 MAI 2021

La Maire

Juliana M'DOIHOMA



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Entreprise SCOPELEC
- M. Pierre LEBRETON
- Régie route
- DEER/Subdivision Routière Sud
- Service communication
- Mme Lisemène SENNY PALANY
- Recueil des actes administratifs

LE MAIRE

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
 - informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
 → d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 → d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative